



Conférence Extraordinaire des Ministres de la CEEAC et de la Communauté de l'Afrique de l'Est sur l'opérationnalisation de la commission pour le Bassin du Congo, du Fonds Bleu pour le Bassin du Congo

Brazzaville, Centre de Conférence de l'hôtel Radisson, 3-5 octobre 2017

Note de cadrage du Fonds Bleu pour le bassin du Congo

I- Contexte stratégique et géopolitique

1- L'Afrique, un continent à haut potentiel mais en situation fragile

Selon la division de la population des Nations Unies, la population de l'Afrique à l'horizon 2050 pourrait doubler, atteignant ainsi 2,4 milliards de personnes soit environ un quart de la population mondiale, avant de s'établir à 4 milliards vers 2100. Ces projections bouleversent les perspectives de développement du continent, en particulier si on les met en rapport avec les chiffres de la croissance économique.

Le dernier rapport de la Banque Africaine de Développement, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) sur l'avenir économique de l'Afrique a constaté un fort ralentissement de la croissance en 2016 par rapport à la période 2010 – 2014. Il prévoit que le taux de croissance moyen du produit intérieur brut (PIB) atteindrait 4,17% pour 2018 et de 5,5 à 6,5% en 2020 sur l'ensemble de l'Afrique et de 16% par rapport à 2015 pour les 12 pays du bassin du Congo. A cet égard, le continent africain constitue d'ores et déjà un moteur de croissance à haut potentiel pour l'économie mondiale.

La bonne orientation des indicateurs économiques et sociaux du continent africain est néanmoins soumis à un certain nombre de réformes institutionnelles, telles la santé et l'éducation, et d'investissements structurels nécessaires notamment dans les domaines de l'énergie (production et distribution), les transports et les infrastructures logistiques, l'agriculture, l'eau, les déchets, les industries manufacturières et de service (tourisme) et les filières vertes qui constituent des défis majeurs pour établir un cadre de développement économique, social et environnemental fondé sur les exigences de croissance et de développement durable. Les programmes sectoriels de l'économie bleue et de l'économie verte ont été élaborés dans cette perspective et constitueront des éléments de référence à la restructuration de l'économie africaine.

Par ailleurs, le continent africain est fortement impacté par les effets du changement climatique. L'Afrique concentre en effet, à elle seule, 46% de l'effort mondial d'adaptation, aujourd'hui inscrit dans les engagements de l'Accord de Paris à travers les Contributions Déterminées Nationales (CDN).

2- Les pays du bassin du Congo et le Fonds Bleu

La création du Fonds bleu est le fruit d'un processus issu des cinq étapes clés suivantes :

- A l'occasion de la COP 22 à Marrakech, sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'assiste, lors du sommet de l'action, a annoncé la création de trois commissions en vue de répondre aux problématiques majeures qui se posent à l'Afrique.
 - La Commission du Sahel, Présidé par Monsieur Mahamadou Issoufou Président du Niger ;
 - La Commission sur les pays insulaires, par Monsieur Danny Faure, Président des Seychelles ;

- La Commission du Bassin du Congo, présidée par Monsieur Denis Sassou Nguesso, Président de la République du Congo. Cette initiative portait sur la création du "Fonds Bleu pour le Bassin du Congo » dans le but de financer un plan d'investissements de très grande envergure, probablement le plus grand en Afrique, dans les douze pays¹ du bassin de Congo.
- Lors de la Conférence qui s'est tenue à Oyo en République du Congo, les 7 et 8 mars dernier, les douze pays du bassin du Congo, ainsi que le Maroc, ont signé un Mémorandum d'entente en vue de fixer les domaines d'intervention prioritaires du Fonds Bleu pour le bassin du Congo
- Lors de la dernière Assemblée générale des Nations Unies à New York, s'est tenue une réunion bilatérale entre Madame Alette Arlette Soudan-Nonault, Ministre du Tourisme et de l'environnement, et Madame Nezha EL OUAFI, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Energie, des Mines et du Développement Durable chargée du développement durable sur les moyens à mettre en œuvre pour faire avancer l'opérationnalisation du Fonds Bleu pour le bassin du Congo. A cette occasion, a été avancée l'idée de lancer une étude de préfiguration du Fonds Bleu afin de définir les caractéristiques institutionnelles et techniques du Fonds Bleu, au regard des besoins et exigences des pays concernés.
- Lors du « NDC Regional Dialogue Africa » tenu à Rabat les 26, 27 et 28 septembre 2017, ont été présentés par le 4C Maroc, pour « échanges de vues et réflexions », lors d'un dîner de travail, en présence de Madame Alette Arlette Soudan-Nonault, Ministre du Tourisme et de l'Environnement, et de Madame Nezha EL OUAFI, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Energie, des Mines et du Développement Durable chargée du Développement Durable, les éléments structurants du futur Fonds Bleu et de ses sous-jacents. La Fondation Brazzaville qui œuvre depuis l'origine pour une action d'envergure en faveur du bassin du Congo a été associée aux débats. Ces échanges se sont poursuivis le lendemain avec Monsieur Salaheddine Mezouar, Président de la COP 22, qui a souligné l'importance de replacer le Fonds Bleu dans une vision stratégique pour l'Afrique et le bassin du Congo.

Les principaux points suivants ont été abordés par les experts réunis pour cet exercice :

- Capitalisation (source, mode de financement et volume de capitalisation) ;
- Gouvernance politique, technique et gestion opérationnelle ;
- Identification et sélection des projets d'investissement, en liaison directe avec les Contribution Déterminées Nationales des douze pays engagés dans le processus du Fond Bleu et les stratégies sectorielles de l'économie bleue et de l'économie verte.

Madame Alette Arlette Soudan-Nonault a demandé à cette occasion que soit préparé pour la réunion du Comité Climat de Brazzaville : une note d'orientation stratégique et un projet de cahier des charges pour l'étude de préfiguration du Fonds Bleu dont le principe et le contenu devront être approuvés par le comité climat.

Madame Nezha EL OUAFI, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Energie, des Mines et du Développement Durable chargée du Développement Durable, a mobilisé le 4C Maroc pour coordonner la rédaction d'une note de cadre stratégique et l'élaboration du projet de cahier des charges de l'étude de préfiguration du Fonds Bleu.

II- La vision stratégique

¹ * Les 12 pays du bassin du Congo « L'Angola, le Burundi, le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, le Rwanda, la République démocratique du Congo, le Tchad, la Tanzanie et la Zambie ».

La création du Fonds Bleu ne prend sa dimension que si elle est inscrite dans une vision stratégique d'ensemble en particulier en fournissant des réponses tangibles à la question de la mise en place d'un modèle de croissance durable des pays du bassin et notamment à travers une planification du financement de projets structurants pour doter les pays du bassin du Congo d'un plan de développement économique ambitieux, répondant à deux enjeux cruciaux :

- ❑ La transition climatique du bassin du Congo, aux fins de supporter l'accélération de la mise en œuvre des CDN des douze pays signataires de l'accord d'entente d'Oyo, CDN ratifiées dans l'Accord de Paris ;
- ❑ La transformation économique du bassin du Congo en vue de protéger le second poumon écologique mondial et le 4^{ème} réservoir de biodiversité de la planète en transformant une mono-économie fondée sur l'industrie du bois qui génère la déforestation, en une économie décarbonée et diversifiée, fondée sur les grandes filières économiques et sectorielles inscrites dans les programmes de l'économie verte et de l'économie bleue.

L'élaboration d'un plan stratégique d'investissement pour le bassin du Congo, dans les douze pays concernés contribuera à déterminer la feuille de route de la politique de développement durable du bassin dont le Fonds Bleu sera le premier outil structuré et commun de financement. Ce dernier doit en effet prendre en compte les instruments de financement déjà existants pour capitaliser sur les moyens et initiatives déjà engagés et générer par ailleurs une accélération de la dynamique de financement des projets à fort effet de levier sur la transition climatique et la transition économique.

Cette démarche se traduira d'un point de vue opérationnel par la structuration d'un portefeuille de projets (pipeline), nourri par les projets identifiés dans chacun des plans nationaux des CDN, et complétés par les projets des acteurs de la société civile et notamment des collectivités locales et des entreprises, ainsi que les programmes de l'économie verte et de l'économie bleue suivants :

1- LES PROGRAMMES SECTORIELS DE L'ECONOMIE VERTE

Les programmes sectoriels de priorité n°1 identifiés sont :

1. Programme de Développement de l'Economie de l'Eau et des Zones Humides en Afrique Centrale ;
2. Programme de Développement de l'Economie de Reboisement en Afrique Centrale ;
3. Programme de Développement de l'Economie des Aires Protégées en Afrique Centrale ;
4. Programme de Développement de l'Economie des Bioénergies en Afrique Centrale ;
5. Programme de Développement de l'Economie de l'Hydroélectricité en Afrique Centrale ;
6. Programme de Développement de l'Economie des Produits Forestiers Non Ligneux en Afrique Centrale ;
7. Programme de Développement de l'Economie du Bois en Afrique Centrale ;
8. Programme de Développement de l'Economie des Déchets et de l'Assainissement en Afrique Centrale ;
9. Programme de Lutte contre la Criminalité de la Faune et de la Flore en Afrique Centrale ;
10. Programme de Lutte contre l'Assèchement du Lac Tchad ;
11. Programme de Développement de l'Economie des Savoir-Faire Traditionnels en Afrique Centrale ;
12. Programme de Développement de l'Ecotourisme en Afrique Centrale ;
13. Programme de Développement de l'Economie Solaire en Afrique Centrale ;
14. Programme de Développement de l'Economie de la Pollution en Afrique Centrale ;
15. Programme de Développement de l'Economie des Parcs Zoologiques ;
16. Programme de Développement de l'Economie des Jardins Botaniques ;
17. Programme de Développement de la Diplomatie de l'économie verte ;
18. Programme de Développement de l'Economie de la Gouvernance des Ressources Naturelles ;
19. Programme de Développement de l'Economie de l'Agroforesterie ;
20. Programme de Développement de l'économie forestière ;
21. Programme de Développement de l'Eco-Agribusines ou l'Eco agriculture en Afrique centrale ;
22. Programme de Développement de l'Economie Côtière et des Ecosystèmes Insulaires en Afrique Centrale.

Les programmes sectoriels de priorité n°2 sont :

1. Programme de développement l'Economie des Changements climatiques en Afrique Centrale ;
2. Programme de Développement de l'Economie du Carbone en Afrique Centrale ;
3. Programme de développement de l'Economie des Ressources Génétiques et Biologiques ;
4. Programme de développement de l'Economie de l'Energie Eolienne en Afrique Centrale
5. Programme de développement de l'Economie de la Construction durable en Afrique centrale ;
6. Programme de Développement de l'Eco-Exploitation des Ressources Extractives en Afrique centrale ;
7. Programme de Développement de l'Economie des Espaces Verts Urbains ;
8. Programme de Développement de l'Economie de la Foresterie Urbaine ;
9. Programme de l'Economie des Roches et des Pierres en Afrique centrale ;
10. Programme de Lutte contre la Pêche Illégale en Afrique centrale ;
11. Programme de Développement de l'Economie foncière.

2- LISTE NON EXHAUSTIVES DES PROGRAMMES SECTORIELS DE L'ECONOMIE BLEUE

| N° | |
|----|---|
| 1 | Programme de développement de l'économie des voies de navigation intérieures par un entretien régulier, et aménager les ports secondaires ; |
| 2 | Programme de développement de l'économie du système de suivi hydrométrique et météorologique ; |
| 3 | Programme de développement de l'économie de la surveillance et l'observation des zones de pêche ; |
| 4 | Programme de l'économie de la pollution des plantes flottantes envahissantes ; |
| 5 | Programme de l'économie de l'hydroélectricité |
| 6 | Programme de l'économie de développement des systèmes d'irrigation et de drainage en vue d'accroître la productivité des bassins de production |
| 7 | Programme de développement de l'économie de la pêche durable, |
| 8 | Programme de développement de l'économie de l'aquaculture, |
| 9 | Programme de développement de l'économie de traitement des eaux usées ; |
| 10 | Programme de développement de l'économie de l'approvisionnement en eau potable |
| 11 | Programme de développer de l'économie des systèmes de gestion et de traitement de déchets solides déversés dans les cours d'eau et les océans ; |
| 12 | Programme de l'économie de paiement pour services environnementaux (PSE) basés sur la gestion durable des eaux ; |
| 13 | Programme de développement de l'économie des érosions ; |
| 14 | Programme de développement de l'économie des mangroves ; |
| 13 | Programme de développement l'éco-tourisme dans les zones humides ; |
| 14 | Programme de développement des mécanismes de veille sanitaire et environnementale ; |
| 13 | Programme d'appui à la surveillance épidémiologique |
| 14 | Programme de développement de l'économie des savoir-faire traditionnels aquatiques |
| 13 | Programme de développement de l'économie des chutes d'eau |
| 14 | Programme de développement de l'économie des eaux usées |

III- L'étude de préfiguration du Fonds Bleu

1- Les enjeux et objectifs de l'étude de préfiguration

L'étude de préfiguration doit permettre d'opérationnaliser le Fonds Bleu. Elle revêt à ce titre un enjeu fondamental car elle doit prendre en compte :

- ❑ Les enjeux stratégiques et géopolitiques de l'Afrique, décrits au chapitre 1 de cette note ;
- ❑ Les Problématiques relatives à la transition climatique et à la transformation économique des pays du bassin du Congo.

Dans cette perspective, les livrables de l'étude de préfiguration devront définir précisément les quatre éléments suivants :

- ❑ Le plan d'investissement d'avenir des pays du bassin du Congo qui devra intégrer les projets définis dans chacun des plans nationaux des CND des pays engagés et les programmes sectoriels de l'économie verte et de l'économie bleue ;
- ❑ Le véhicule financier et notamment sa forme juridique, son modèle d'abondement/alimentation, sa capitalisation (en adéquation avec le plan d'investissement), sa localisation ;
- ❑ La gouvernance politique et stratégique avec la structuration de la gouvernance et l'élaboration des macro-processus de pilotage et de reporting associés, la comitologie et les facteurs de la stratégie du Fonds Bleu.
- ❑ La gestion opérationnelle du Fonds Bleu par l'analyse au regard des choix sur les trois premiers éléments et en particulier sur le mode opératoire du Fonds en vue d'une gestion rigoureuse, transparente et en conformité juridique et fiscale.

L'étude devra collecter, analyser et restituer les attentes, contraintes et objectifs des acteurs de l'ensemble des pays engagés par le Memorandum d'entente d'Oyo ainsi que les acteurs institutionnels, économiques, industriels et associatifs associés.

Le Memorandum d'entente d'Oyo définit les principes fondamentaux du Fonds Bleu. L'étude de préfiguration a pour objectif d'en analyser les conditions institutionnelles, techniques, juridiques, fiscales et financières et d'établir des recommandations en vue d'en assurer l'opérationnalisation dans un calendrier et un cadre opérationnel optimum pour tous les acteurs concernés.

2- Le pilotage de l'étude

La réalisation proposée aux Ministres de l'environnement, membres du Comité Climat, de l'étude sera assurée par le dispositif suivant :

- ❑ Pilotage politique : Le Comité Climat ;
- ❑ Groupe technique : Le Comité Climat sera appuyé par les points focaux ;
- ❑ Coordination technique et gestion administrative : Le Maroc mettra à la disposition des pays engagés dans la création du Fonds Bleu l'expertise du 4C Maroc qui assurera la coordination de l'appui technique des points focaux et des experts techniques associés. Il portera par ailleurs la gestion des procédures administratives de l'étude de préfiguration.

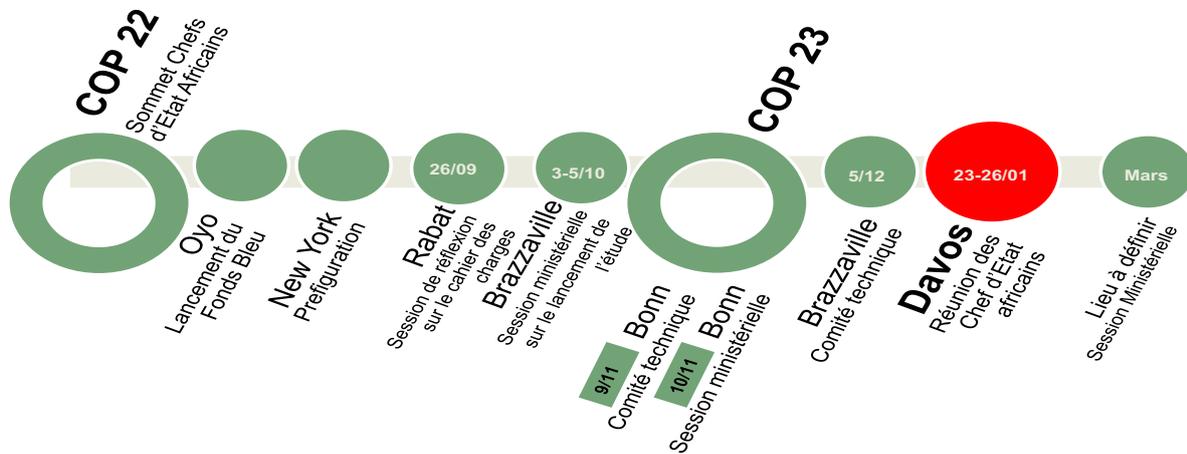
3- Le calendrier de l'étude de préfiguration

Le calendrier de préparation et d'exécution de l'étude de préfiguration ainsi que des jalons de la création du Fonds Bleu est synthétisé dans le graphe ci-dessous.

Parmi ses étapes clés, il prévoit :

- ❑ La Conférence ministérielle « Brazza Finance Climat » en vue de présenter les éléments suivants:
 - La vision stratégique d'ensemble ;

- Les grandes orientations du cahier des charges de l'étude de préfiguration ;
- Le modèle d'organisation ;
- Le calendrier de réalisation de l'étude et de la création du Fonds Bleu ;



4- Les attendus de la Conférence de Brazza Finance Climat

La Conférence ministérielle de Brazzaville présente un enjeu stratégique fondamental. L'enjeu est de réunir un consensus politique auprès des membres du Comité Climat des pays signataires du mémorandum d'entente d'Oyo pour la création du Fonds Bleu pour le bassin du Congo sur les axes stratégiques de l'étude de préfiguration du Fonds Bleu en vue d'engager sa préparation et son lancement avant la COP 23 de Bonn.

Le résultat de la conférence Brazza Finance Climat doit en conséquence initier la Conférence de Bonn qui sera l'occasion de réunir le comité technique et le comité climat dans le cadre d'une session ministérielle sur l'agenda de l'opérationnalisation du Fonds Bleu avec notamment la préparation d'une session ministérielle le 5 décembre à Brazzaville pour une présentation devant les Bailleurs de fonds multilatéraux puis à Davos du 23 au 26 janvier devant la finance internationale et les acteurs de l'économie mondiale.

La Conférence Brazza Finance Climat constitue une étape clé d'échange, d'ajustement et de validation pour le lancement de l'étude de préfiguration du Fonds Bleu pour le bassin du Congo qui en sera la première phase clé d'opérationnalisation dudit fonds.

ANNEXES

Prévisions d'évolution du PIB des pays du bassin du Congo

| Region, subregion, country or area | 2015 | 2020 | 2025 | 2030 | 2035 | 2040 | 2045 | 2050 | 2055 | 2060 | 2065 | 2070 | 2075 | 2080 | 2085 | 2090 | 2095 | 2100 |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Burundi | 10 199 | 11 939 | 13 810 | 15 799 | 17 970 | 20 377 | 22 999 | 25 762 | 28 603 | 31 498 | 34 457 | 37 482 | 40 532 | 43 547 | 46 470 | 49 285 | 51 970 | 54 514 |
| <i>% de croissance par rapport à 2015</i> | | 17% | 35% | 55% | 76% | 100% | 125% | 153% | 180% | 209% | 238% | 267% | 297% | 327% | 356% | 383% | 410% | 434% |
| <i>CAGR à 2050</i> | | 1% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Rwanda | 11 630 | 13 087 | 14 544 | 16 024 | 17 543 | 19 066 | 20 529 | 21 886 | 23 127 | 24 254 | 25 257 | 26 122 | 26 834 | 27 390 | 27 797 | 28 059 | 28 184 | 28 185 |
| <i>% de croissance par rapport à 2015</i> | | 13% | 25% | 38% | 51% | 64% | 77% | 88% | 99% | 109% | 117% | 125% | 131% | 136% | 139% | 141% | 142% | 142% |
| <i>CAGR</i> | | 1% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Zambia | 16 101 | 18 679 | 21 594 | 24 859 | 28 441 | 32 327 | 36 517 | 41 001 | 45 764 | 50 751 | 55 936 | 61 286 | 66 771 | 72 346 | 77 948 | 83 525 | 89 028 | 94 410 |
| <i>% de croissance par rapport à 2015</i> | | 16% | 34% | 54% | 77% | 101% | 127% | 155% | 184% | 215% | 247% | 281% | 315% | 349% | 384% | 419% | 453% | 486% |
| <i>CAGR</i> | | 1% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Angola | 27 859 | 32 827 | 38 431 | 44 712 | 51 665 | 59 249 | 67 399 | 76 046 | 85 132 | 94 596 | 104 371 | 114 365 | 124 463 | 134 553 | 144 540 | 154 311 | 163 784 | 172 861 |
| <i>% de croissance par rapport à 2015</i> | | 18% | 38% | 60% | 85% | 113% | 142% | 173% | 206% | 240% | 275% | 311% | 347% | 383% | 419% | 454% | 488% | 520% |
| <i>CAGR</i> | | 1% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cameroon | 22 835 | 25 958 | 29 339 | 32 980 | 36 884 | 41 021 | 45 351 | 49 817 | 54 374 | 58 965 | 63 553 | 68 104 | 72 562 | 76 875 | 80 989 | 84 845 | 88 403 | 91 641 |
| <i>% de croissance par rapport à 2015</i> | | 14% | 28% | 44% | 62% | 80% | 99% | 118% | 138% | 158% | 178% | 198% | 218% | 237% | 255% | 272% | 287% | 301% |
| <i>CAGR</i> | | 1% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Central African Republic | 4 546 | 4 921 | 5 489 | 6 124 | 6 798 | 7 481 | 8 166 | 8 851 | 9 538 | 10 219 | 10 877 | 11 498 | 12 067 | 12 579 | 13 035 | 13 433 | 13 774 | 14 055 |
| <i>% de croissance par rapport à 2015</i> | | 8% | 21% | 35% | 50% | 65% | 80% | 95% | 110% | 125% | 139% | 153% | 165% | 177% | 187% | 195% | 203% | 209% |
| <i>CAGR</i> | | 1% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Chad | 14 009 | 16 285 | 18 776 | 21 460 | 24 317 | 27 321 | 30 439 | 33 636 | 36 878 | 40 132 | 43 357 | 46 506 | 49 532 | 52 400 | 55 072 | 57 522 | 59 733 | 61 691 |
| <i>% de croissance par rapport à 2015</i> | | 16% | 34% | 53% | 74% | 95% | 117% | 140% | 163% | 186% | 209% | 232% | 254% | 274% | 293% | 311% | 326% | 340% |
| <i>CAGR</i> | | 1% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Congo | 4 996 | 5 687 | 6 455 | 7 319 | 8 277 | 9 309 | 10 389 | 11 510 | 12 675 | 13 886 | 15 135 | 16 404 | 17 676 | 18 934 | 20 166 | 21 361 | 22 500 | 23 577 |
| <i>% de croissance par rapport à 2015</i> | | 14% | 29% | 47% | 66% | 86% | 108% | 130% | 154% | 178% | 203% | 228% | 254% | 279% | 304% | 328% | 350% | 372% |
| <i>CAGR</i> | | 1% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Democratic Republic of the Congo | 76 197 | 89 505 | 104 221 | 120 443 | 138 153 | 157 114 | 176 961 | 197 404 | 218 220 | 239 149 | 260 012 | 280 414 | 300 058 | 318 708 | 336 058 | 351 969 | 366 297 | 378 975 |
| <i>% de croissance par rapport à 2015</i> | | 17% | 37% | 58% | 81% | 106% | 132% | 159% | 186% | 214% | 241% | 268% | 294% | 318% | 341% | 362% | 381% | 397% |
| <i>CAGR</i> | | 1% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| United Republic of Tanzania | 53 880 | 62 775 | 72 681 | 83 702 | 95 862 | 109 060 | 123 174 | 138 082 | 153 731 | 170 043 | 186 861 | 204 040 | 221 357 | 238 624 | 255 675 | 272 358 | 288 475 | 303 832 |
| <i>% de croissance par rapport à 2015</i> | | 17% | 35% | 55% | 78% | 102% | 129% | 156% | 185% | 216% | 247% | 279% | 311% | 343% | 375% | 405% | 435% | 464% |
| <i>CAGR</i> | | 1% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Equatorial Guinea | 1 175 | 1 406 | 1 637 | 1 871 | 2 105 | 2 349 | 2 597 | 2 845 | 3 093 | 3 336 | 3 569 | 3 788 | 3 991 | 4 175 | 4 342 | 4 492 | 4 625 | 4 741 |
| <i>% de croissance par rapport à 2015</i> | | 20% | 39% | 59% | 79% | 100% | 121% | 142% | 163% | 184% | 204% | 222% | 240% | 255% | 269% | 282% | 294% | 303% |
| <i>CAGR</i> | | 1% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Gabon | 1 930 | 2 151 | 2 371 | 2 594 | 2 821 | 3 053 | 3 287 | 3 516 | 3 734 | 3 937 | 4 124 | 4 298 | 4 458 | 4 602 | 4 731 | 4 840 | 4 928 | 4 996 |
| <i>% de croissance par rapport à 2015</i> | | 11% | 23% | 34% | 46% | 58% | 70% | 82% | 93% | 104% | 114% | 123% | 131% | 138% | 145% | 151% | 155% | 159% |
| <i>CAGR</i> | | 1% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 191 477 | 222 447 | 256 666 | 294 185 | 334 973 | 378 666 | 424 633 | 472 274 | 521 138 | 570 722 | 620 648 | 670 268 | 718 942 | 766 112 | 811 148 | 853 643 | 893 227 | 929 644 |
| <i>% de croissance par rapport à 2015</i> | | 16% | 34% | 54% | 75% | 98% | 122% | 147% | 172% | 198% | 224% | 250% | 275% | 300% | 324% | 346% | 366% | 386% |

Analyse comparée des NDC des pays du bassin du Congo signataire du MoU d'Oyo

| Secteurs | Agriculture | | Autres | | Déchets | | Eau | | Écosystèmes | | Écosystèmes Marins | |
|----------------------------------|-------------------|-------------------------|-------------------|-------------------------|-------------------|-------------------------|-------------------|----------------------|-------------------|--------------|--------------------|----------------------|
| Pays | Nombre de projets | Budget (USD) | Nombre de projets | Budget (USD) | Nombre de projets | Budget (USD) | Nombre de projets | Budget (USD) | Nombre de projets | Budget (USD) | Nombre de projets | Budget (USD) |
| Angola | 9 | 106 391 000,00 | 4 | 5 500 000,00 | | | 7 | 29 000 000,00 | | | 3 | 28 350 000,00 |
| Burundi | 4 Non spécifié | | 8 Non spécifié | | 4 Non spécifié | | 1 Non spécifié | | 1 Non spécifié | | | |
| Cameroon | 2 | 385 000 000,00 | 4 | 300 000 000,00 | 1 | 300 000 000,00 | 1 | | | | | |
| Gabon | 1 Non spécifié | | | | 1 Non spécifié | | | | | | | |
| Guinée Equatoriale | 1 | 1460 000 000,00 | | | 1 | 738 700 000,00 | | | | | | |
| République Centrafricaine | 1 | 2 500 000,00 | 2 | 30 000 000,00 | | | | | | | | |
| République Démocratique du Congo | 2 | 3 330 000,00 | | | | | | | | | | |
| République du Congo* | 4 | 641 387 500,00 | 3 | 2 354 512 500,00 | | | | | | | | |
| Rwanda | | | | | 1 Non spécifié | | | | | | | |
| Tanzanie | 9 Non spécifié | | 2 Non spécifié | | 3 Non spécifié | | 4 Non spécifié | | | | 7 Non spécifié | |
| Tchad | 5 Non spécifié | | 4 Non spécifié | | 1 Non spécifié | | 1 Non spécifié | | | | | |
| Zambie | 1 Non spécifié | | | | | | | | | | | |
| Totaux | 39 | 2 599 018 500,00 | 27 | 2 680 012 500,00 | 12 | 1 098 700 000,00 | 14 | 29 000 000,00 | 1 | - | 10 | 28 350 000,00 |

| Secteurs | Écosystèmes Terrestres | | Énergie | | Forêts | | Industrie | | Risques de catastrophes naturelles | | Tourisme | | Transport | |
|----------------------------------|------------------------|---------------------|-------------------|-----------------------|-------------------|---------------------|-------------------|-------------------------|------------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------|-------------------|----------------|
| Pays | Nombre de projets | Budget (USD) | Nombre de projets | Budget (USD) | Nombre de projets | Budget (USD) | Nombre de projets | Budget (USD) | Nombre de projets | Budget (USD) | Nombre de projets | Budget (USD) | Nombre de projets | Budget |
| Angola | 2 | 5 000 000,00 | 6 | 205554000,00 | | | 1 | 500 000,00 | 4 | 59 779 000,00 | | | | 0 |
| Burundi | | | 6 Non spécifié | | 5 Non spécifié | | | | | | | | 1 Non spécifié | |
| Cameroon | | | 1 | 150000000,00 | 1 | 150000000,00 | 1 Non spécifié | | 4 | 600 000 000,00 | 1 Non spécifié | | | 0 |
| Gabon | | | 2 Non spécifié | | | | | | | | | | | 0 |
| Guinée Equatoriale | | | 1 | 1459200 000,00 | | | 1 | 3 792 100 000,00 | | | | | | 1 Non spécifié |
| République Centrafricaine | | | 9 | 1942250 000,00 | 2 | 12 558250,00 | | | | | | | | 0 |
| République Démocratique du Congo | | | 4 | 3094 000,00 | 4 | 5100000,00 | | | | | | | | 0 |
| République du Congo* | | | 3 | 2541937 500,00 | 1 | 514462500,00 | 1 | 46 687 500,00 | | | | | 1 | 2051 |
| Rwanda | | | 4 Non spécifié | | 1 Non spécifié | | 2 Non spécifié | | | | | | 1 Non spécifié | |
| Tanzanie | | | 10 Non spécifié | | 8 Non spécifié | | | | 1 Non spécifié | | 2 Non spécifié | | 1 Non spécifié | |
| Tchad | | | 5 Non spécifié | | 1 Non spécifié | | | | 1 Non spécifié | | | | 1 Non spécifié | |
| Zambie | | | 1 Non spécifié | | 1 Non spécifié | | | | | | | | | 0 |
| Totaux | 2 | 5 000 000,00 | 52 | 6152035 500,00 | 24 | 682120750,00 | 6 | 3 893 387 500,00 | 10 | 639 779 000,00 | 3 Non spécifié | | 6 | 2051 |

Légende:

- Pas de projet
- Entre 1 et 3 projets
- Entre 4 et 7 projets
- 8 projets et plus

* Les budgets des projets de la République du Congo sont indiqués en millions d'€. La conversion a été faite en utilisant le taux de conversion du 11 septembre 2015, date de publication du document.

NDC des 12 pays participants au fonds bleu :

1. République d'Angola : **Draft trouvé**
2. République du Burundi : **En PJ**
3. République du Cameroun : **En PJ**
4. République Centrafricaine : **En PJ**
5. République du Congo : **En PJ**
6. République Démocratique du Congo : **En PJ**
7. République du Gabon : **En PJ**
8. République de Guinée Equatoriale : **En PJ**
9. République du Rwanda : **En PJ**
10. République du Tchad : **En PJ**
11. République-Unie de Tanzanie : **En PJ**
12. République de Zambie : **En PJ**

Source :

<http://www4.unfccc.int/ndcregistry/Pages/All.aspx>

<http://www4.unfccc.int/submissions/indc/Submission%20Pages/submissions.aspx>

Imitatives locales mises en œuvre :

- **REDD + :**

« REDD + est synonyme de Réduction des Emissions dues la Déforestation et la Dégradation des Forêts, tandis que le signe plus (+) indique le rôle que peut jouer la conservation, la gestion durable des forêts et le renforcement des stocks de carbone forestiers dans les pays en développement. REDD + est la stratégie actuelle de la CCNUCC pour atténuer le changement climatique et lutter contre la déforestation mondiale. L'objectif principal de cette stratégie est que les pays industrialisés travaillent avec et compensent financièrement les pays en voie de développement à réduire leurs émissions à effet de serre pour arrêter la déforestation et la dégradation des forêts dans leurs frontières nationales. A cause de la grande quantité d'émissions mondiales, ayant pour origine la déforestation et la dégradation des forêts, ainsi que le faible coût prévu associé avec la réduction de ces émissions, la réduction des émissions causée par la déforestation et la dégradation des forêts est perçue comme un moyen rentable de réduire les émissions à effet de serre mondiale dans les pays en développement. »

Source : http://fr.carpe.umd.edu/forest_monitoring/carbon.php

Mécanisme REDD + : <http://redd.unfccc.int/>

Ce système est cependant très contesté :

“REDD+ is currently one of the most crucial and contested topics of the UN Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) negotiations. However, it is already happening simultaneously on different levels outside the UNFCCC framework: pilot projects, national and sub-national programmes, and

under bilateral and multilateral agreements, with some generated credits already being sold in the voluntary carbon markets. Despite strong opposition from grassroots movements, REDD+ projects are being implemented under schemes such as the World Bank's Forest Carbon Partnership Facility (FCPF) and the UN-REDD programme.

In a nutshell, this mechanism is allowing high-polluting companies and governments to purchase carbon credits in order to continue business-as-usual rather than reducing their emissions at source, with the excuse that somewhere else there is a "forest" that, in theory, will "offset" their emissions. Furthermore, these credits can also be used by financial speculators to generate more profits, and risk creating new financial bubbles.

Moreover, REDD+ projects have already proven to be fundamentally unjust. Indigenous and forest-based communities have few formal titles to their lands and many are still struggling for legal mechanisms that recognise their rights and territories. In this regard, REDD+ has already encouraged forest enclosures, militarization, fraud, coercion, forced displacements and evictions in Kenya, Congo, Papua New Guinea, Brazil and many others."

Source: <http://www.carbontradewatch.org/issues/redd.html>

- Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) :

« La COMIFAC, Commission des Forêts d'Afrique Centrale est une organisation internationale reconnue pour son rôle dans l'intégration sous-régionale en matière de conservation et de gestion durable et concertée des écosystèmes forestiers. Elle fait partie des institutions à l'échelle planétaire qui œuvrent pour la promotion du droit des peuples à compter sur les ressources forestières pour soutenir leurs efforts de développement économique et social.

La COMIFAC est née de la matérialisation des engagements souscrits en mars 1999 dans la « Déclaration de Yaoundé » par les Chefs d'Etat d'Afrique Centrale. Elle regroupe en son sein dix pays membres de la sous-région partageant un héritage naturel commun. L'institution s'investit pour que la voix de l'Afrique Centrale soit mieux entendue et ses positions défendues sur les tribunes où les questions forestières et environnementales sont débattues. La COMIFAC agit également au quotidien afin que les pays de l'Afrique Centrale se dotent et mettent en œuvre des politiques forestières et environnementales harmonisées en vue de la conservation et de la gestion durable des ressources forestières. »

Source : <http://www.comifac.org/fr/content/missions-de-la-comifac>

- Partenariat du Bassin du Congo (PFBC) :

« Le PFBC travaille en relation étroite avec la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), l'organe régional chargé de l'orientation et de l'harmonisation des politiques forestières et environnementales, dans l'intérêt de promouvoir la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers du Bassin du Congo.

Les membres du PFBC apportent leur appui à la mise en œuvre du Plan de convergence de la COMIFAC et de la Déclaration de Yaoundé. Le Plan de convergence est la plate-forme qui définit les axes stratégiques et les actions prioritaires permettant de réaliser la vision commune sur la conservation et la gestion durable des forêts du Bassin du Congo, exprimée par les Chefs d'État lors de leur Sommet de

Yaoundé en 1999. Élaboré par la Conférence des ministres en charge des forêts d'Afrique centrale, il est adopté en 2005, au cours du 2e sommet des chefs d'état et révisé et adopté dans sa deuxième version en juillet 2014. Le nouveau plan de convergence se décline en six (6) axes prioritaires d'interventions à savoir:

- Harmonisation des politiques forestières et environnementales;
- Gestion et valorisation durable des ressources forestières;
- Conservation et utilisation durable de la diversité biologique;
- Lutte contre les effets du changement climatique et la désertification;
- Développement socio-économique et participation multi-acteurs
- Financements durables.

Ce plan se décline également en trois (3) axes transversaux à savoir:

- Formation et renforcement des capacités;
- Recherche-développement;
- Communication, la sensibilisation, l'information et l'éducation.

Suivant l'esprit de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, que l'on retrouve également dans le cadre de coopération des partenaires membres du PFBC, l'objectif du PFBC est d'augmenter l'efficacité de programmes et des initiatives de ses membres en favorisant le dialogue, la collaboration et la communication entre eux. »

Source : <http://pfbc-cbfp.org/objectifs.html>

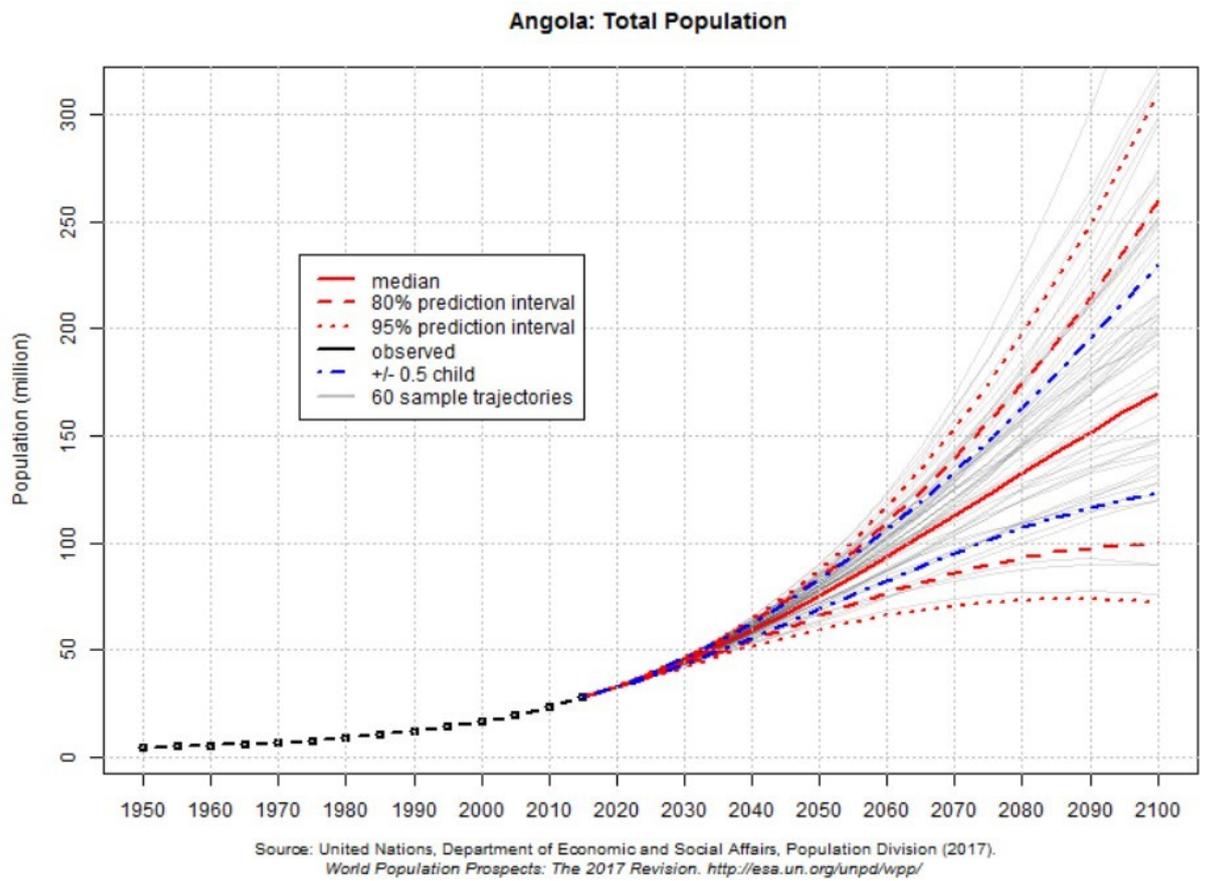
Perspectives démographiques dans les 12 pays signataires de l'accord d'entente d'Oyo pour le Fond Bleu du Bassin du Congo

Site Internet : <https://esa.un.org/unpd/wpp/Graphs/Probabilistic/POP/TOT/>

Contents

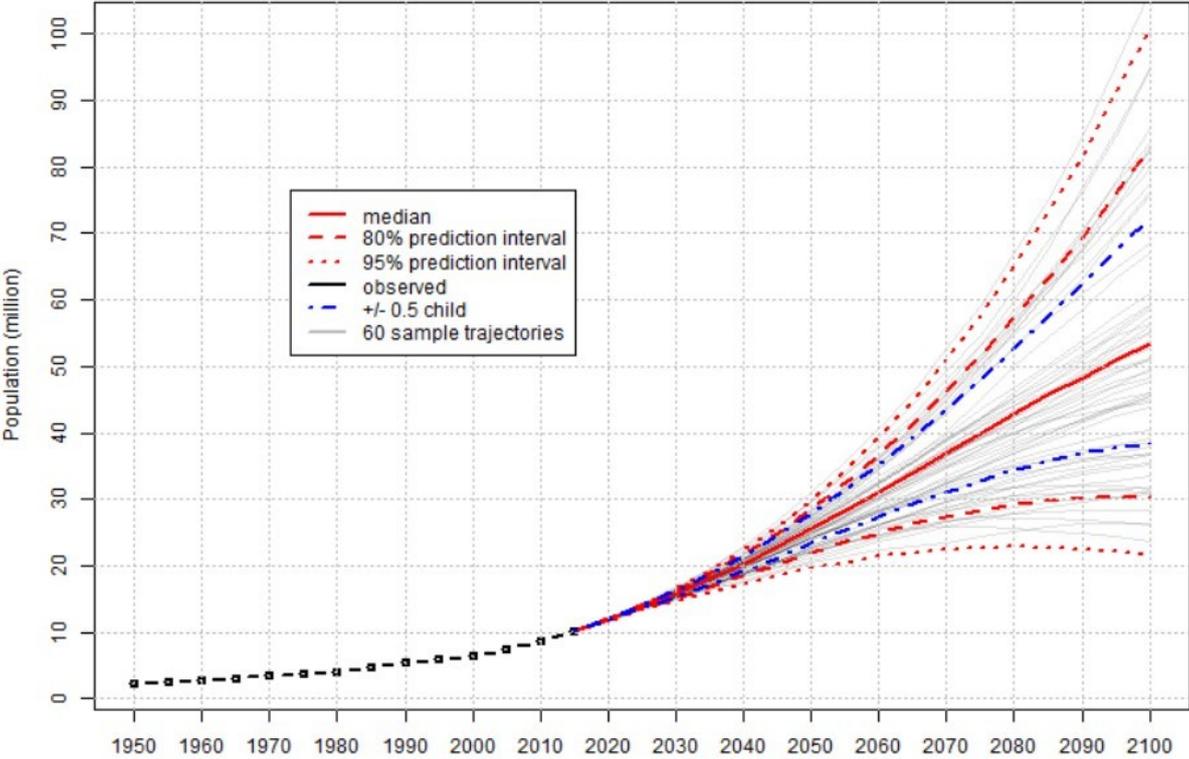
| | |
|--|---|
| Populations | Erreur ! Le signet n'est pas défini. |
| République d'Angola | 14 |
| République du Burundi | 15 |
| République du Cameroun | 16 |
| République Centrafricaine..... | 17 |
| République du Congo | 18 |
| République Démocratique du Congo | 19 |
| République du Gabon..... | 20 |
| République de Guinée Equatoriale | 21 |
| République du Rwanda | 22 |
| République du Tchad..... | 23 |
| République-Unie de Tanzanie | 24 |
| République de Zambie..... | 25 |

République d'Angola



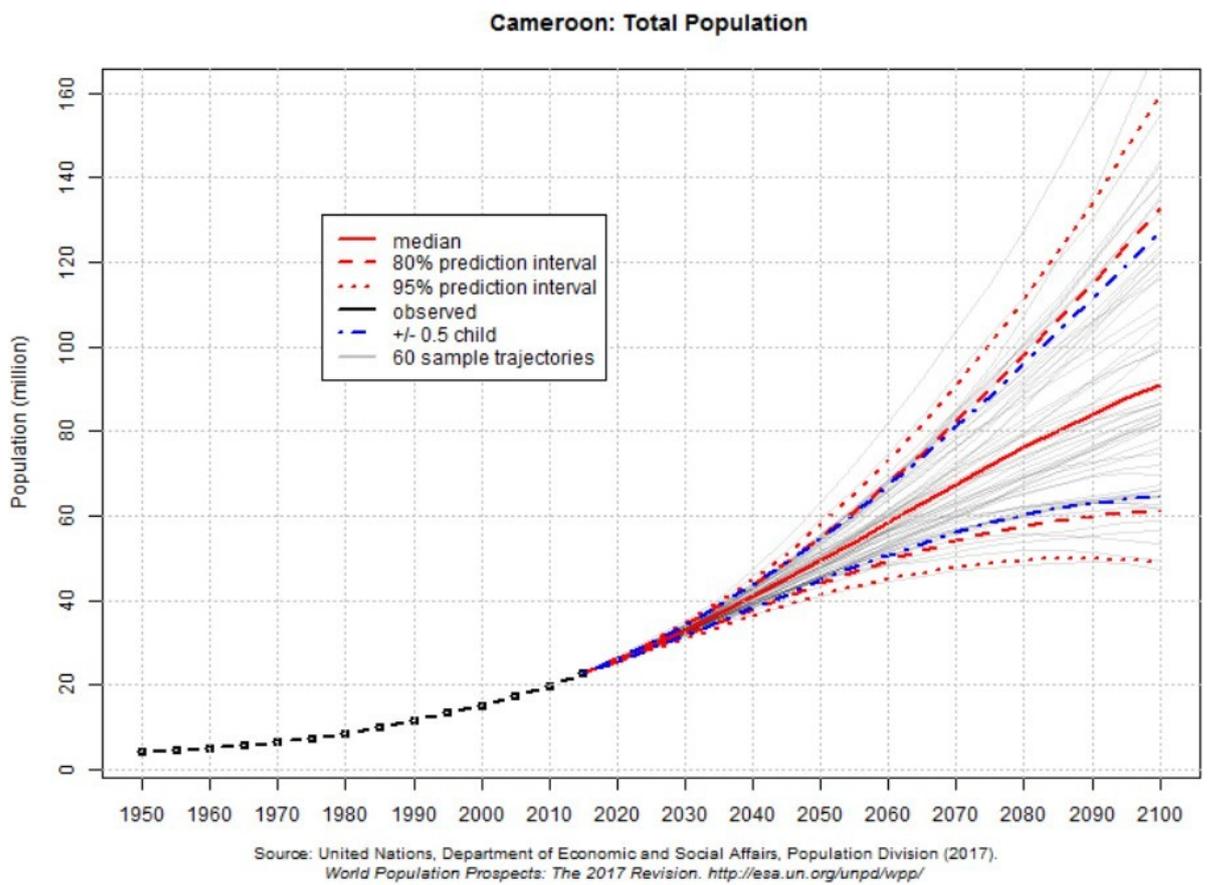
République du Burundi

Burundi: Total Population

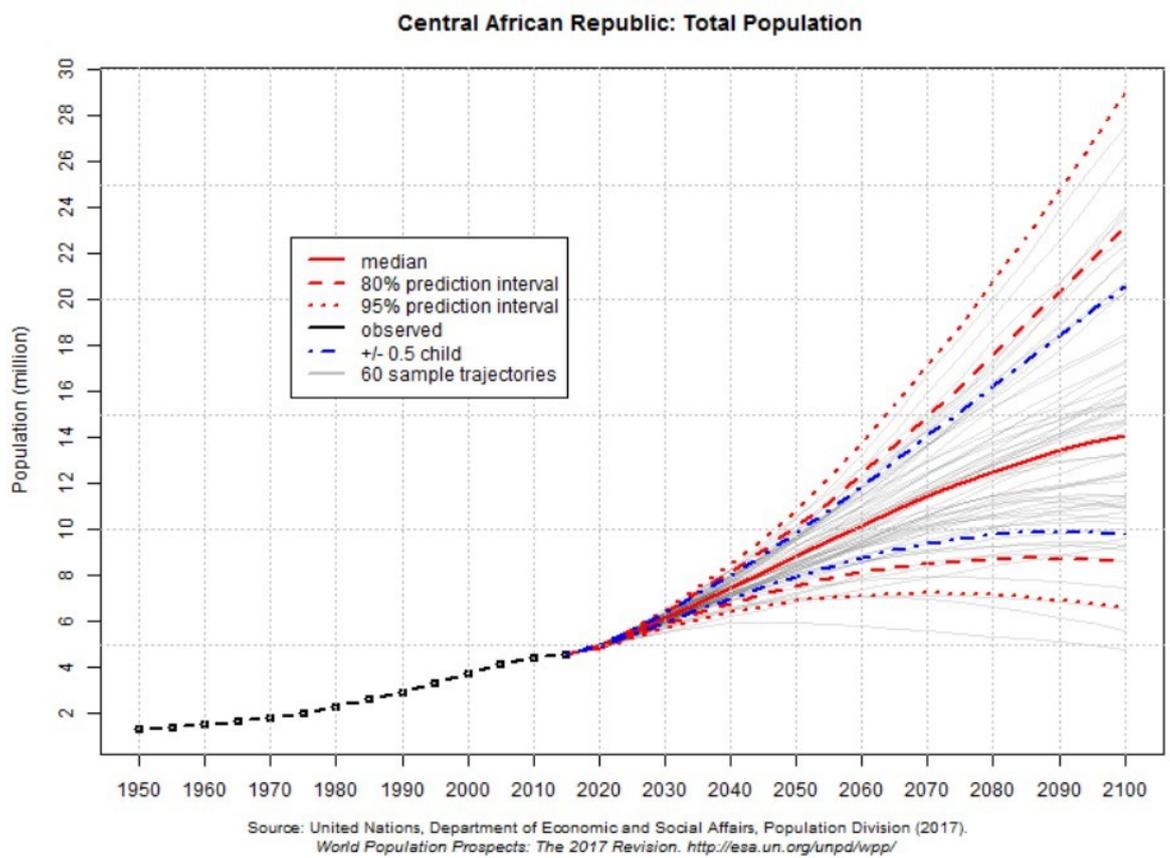


Source: United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2017).
World Population Prospects: The 2017 Revision. <http://esa.un.org/unpd/wpp/>

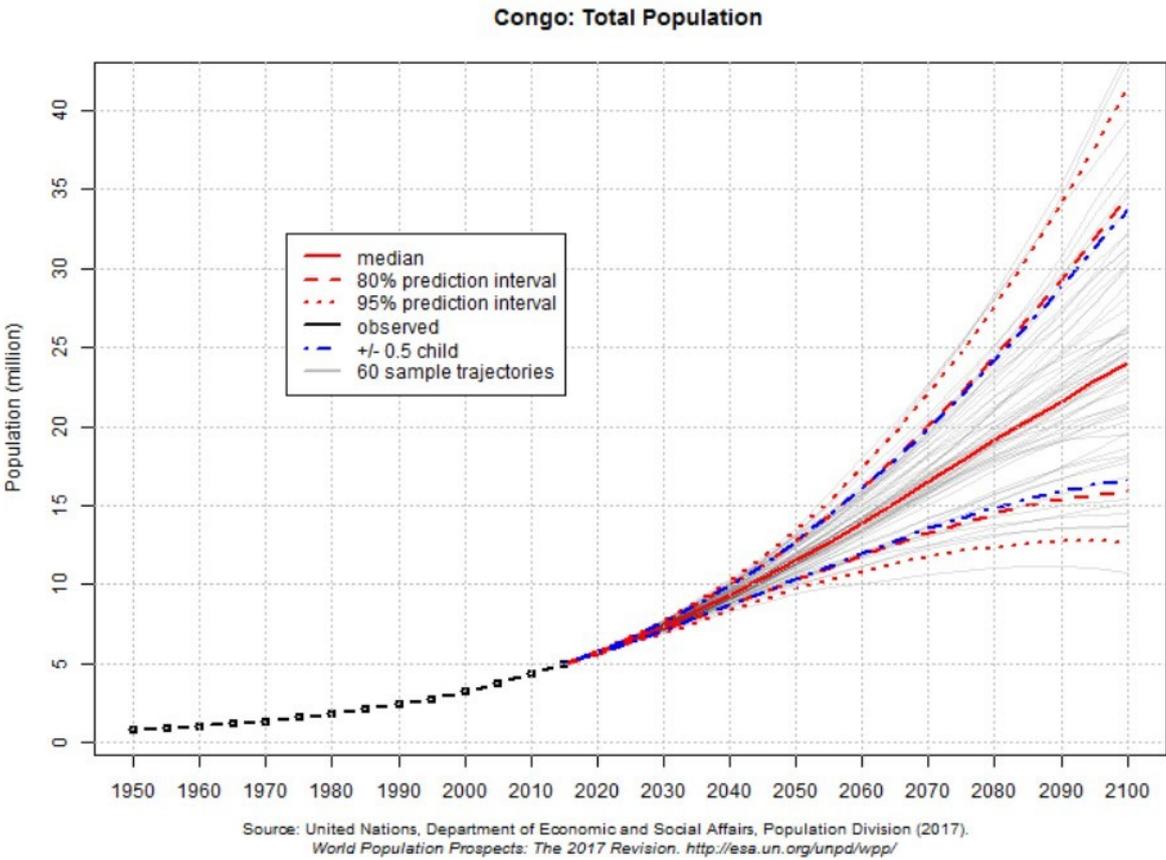
République du Cameroun



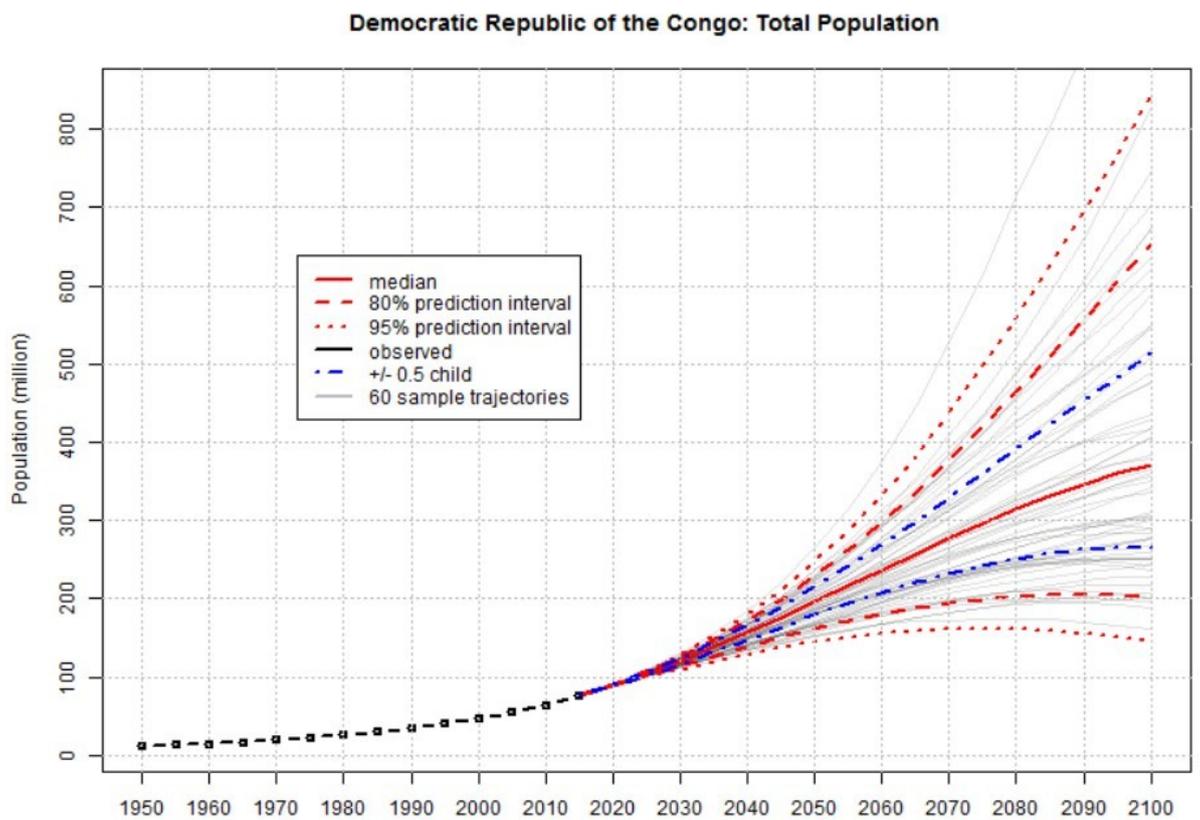
République Centrafricaine



République du Congo

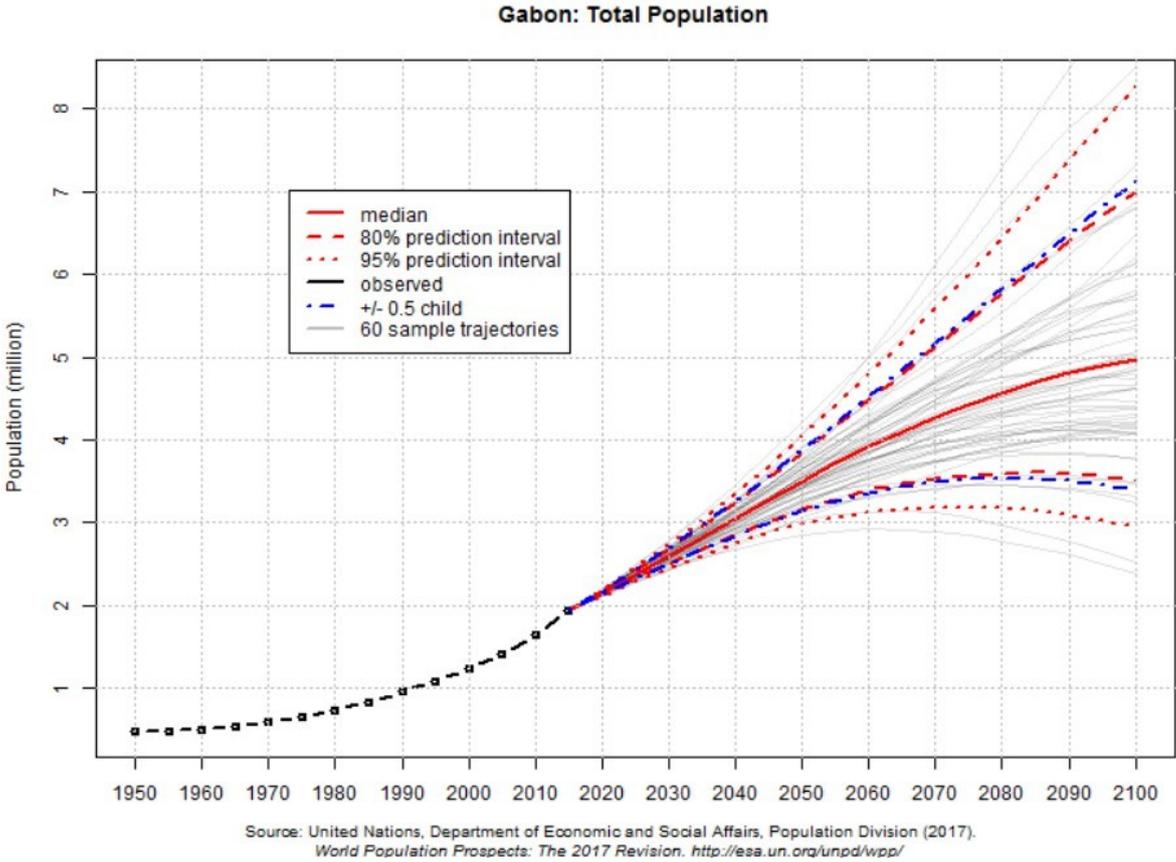


République Démocratique du Congo

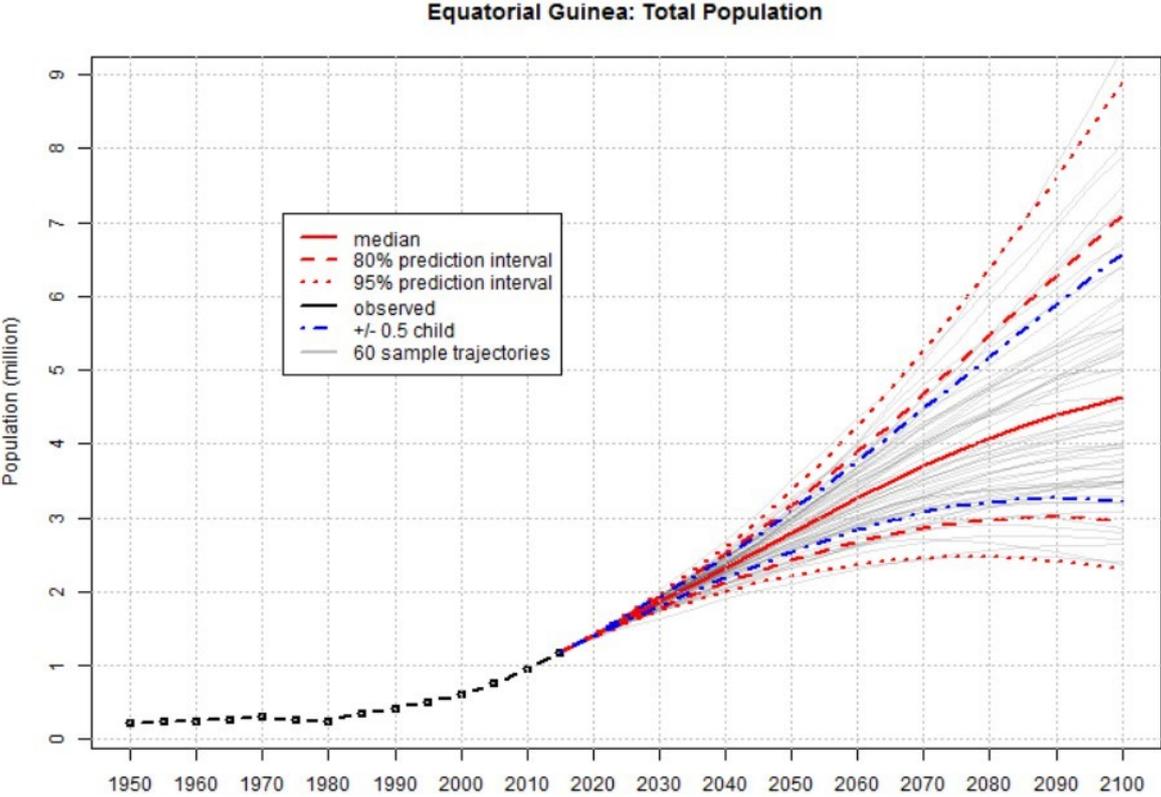


Source: United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2017).
World Population Prospects: The 2017 Revision. <http://esa.un.org/unpd/wpp/>

République du Gabon

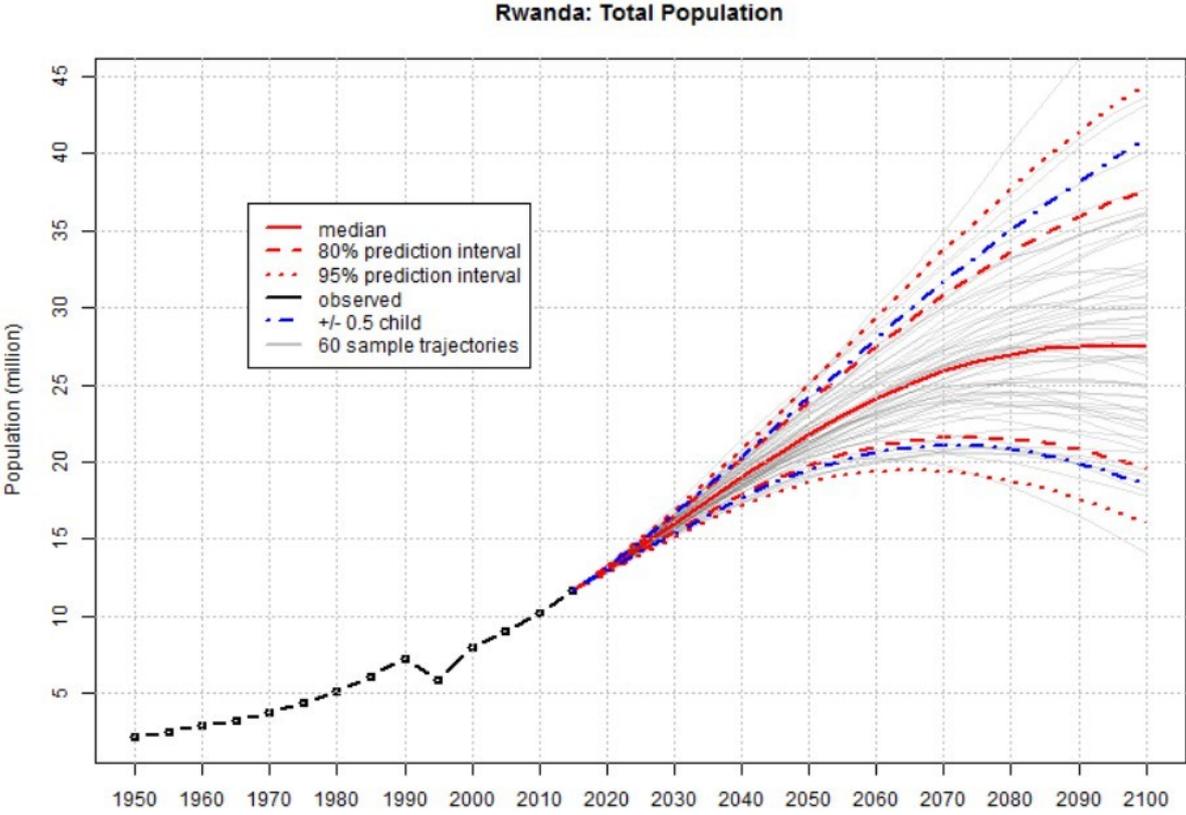


République de Guinée Equatoriale



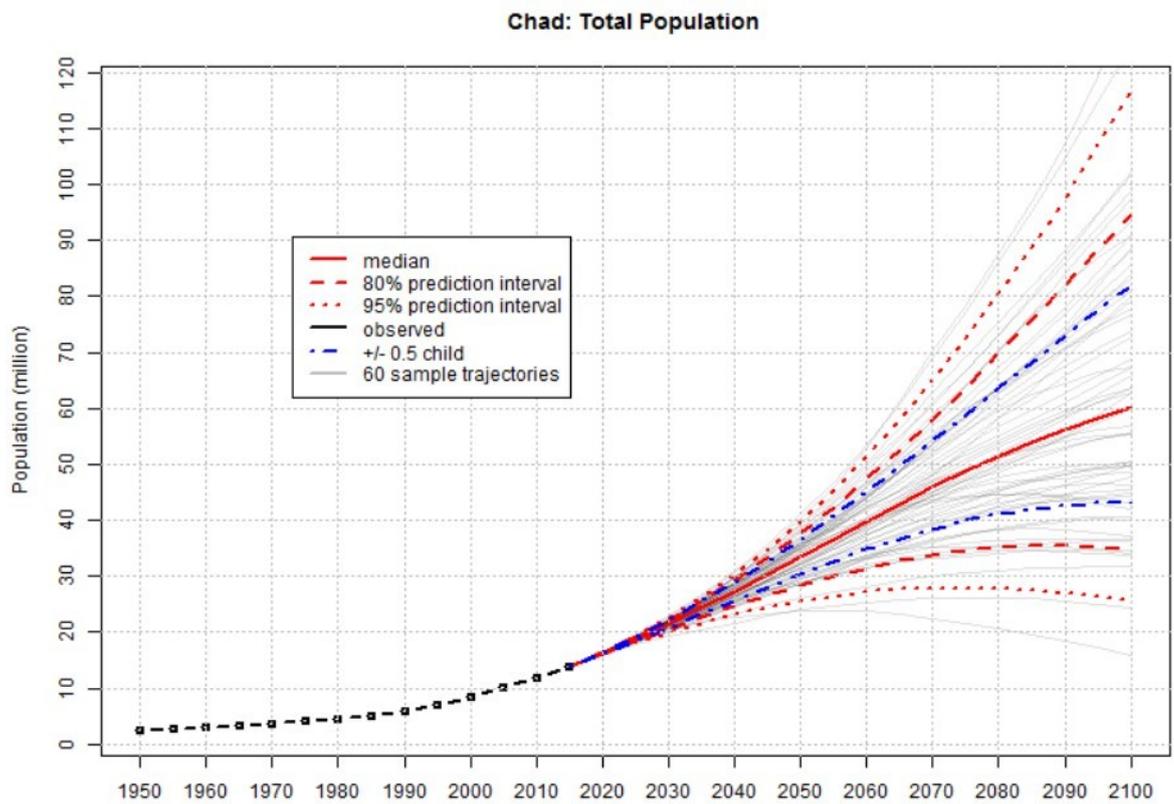
Source: United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2017).
World Population Prospects: The 2017 Revision. <http://esa.un.org/unpd/wpp/>

République du Rwanda



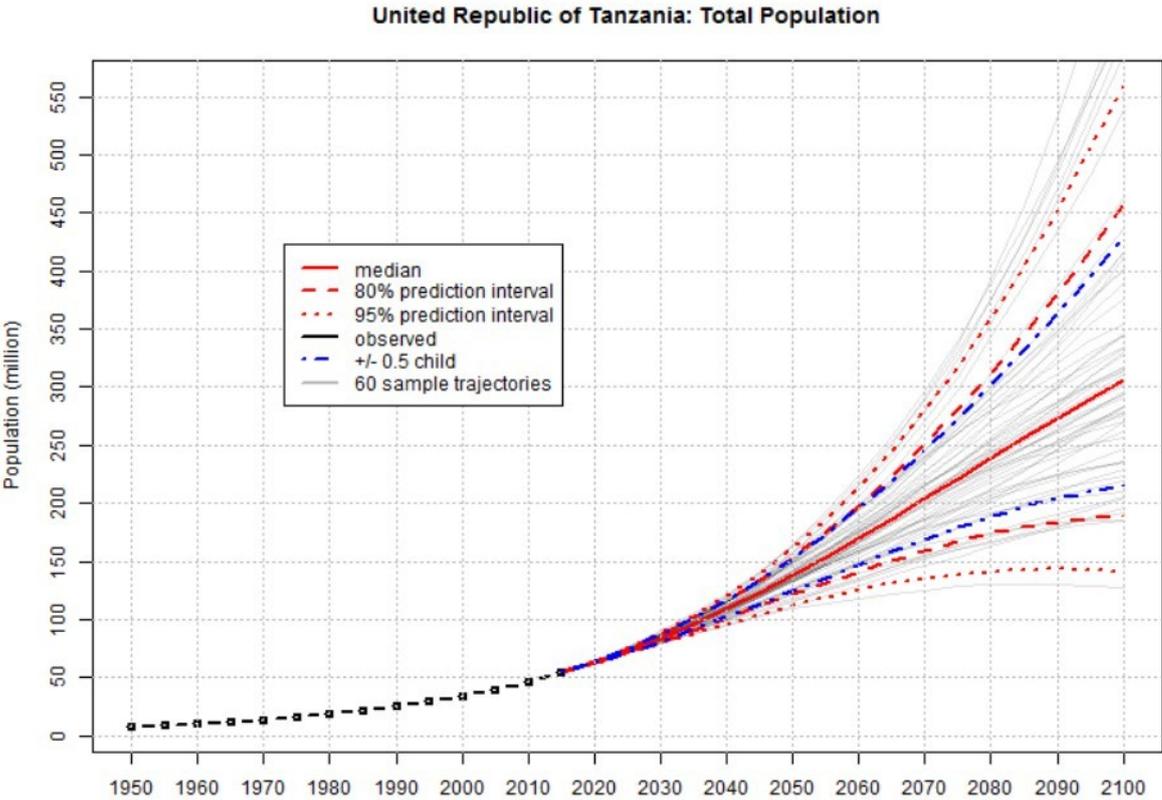
Source: United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2017).
World Population Prospects: The 2017 Revision. <http://esa.un.org/unpd/wpp/>

République du Tchad



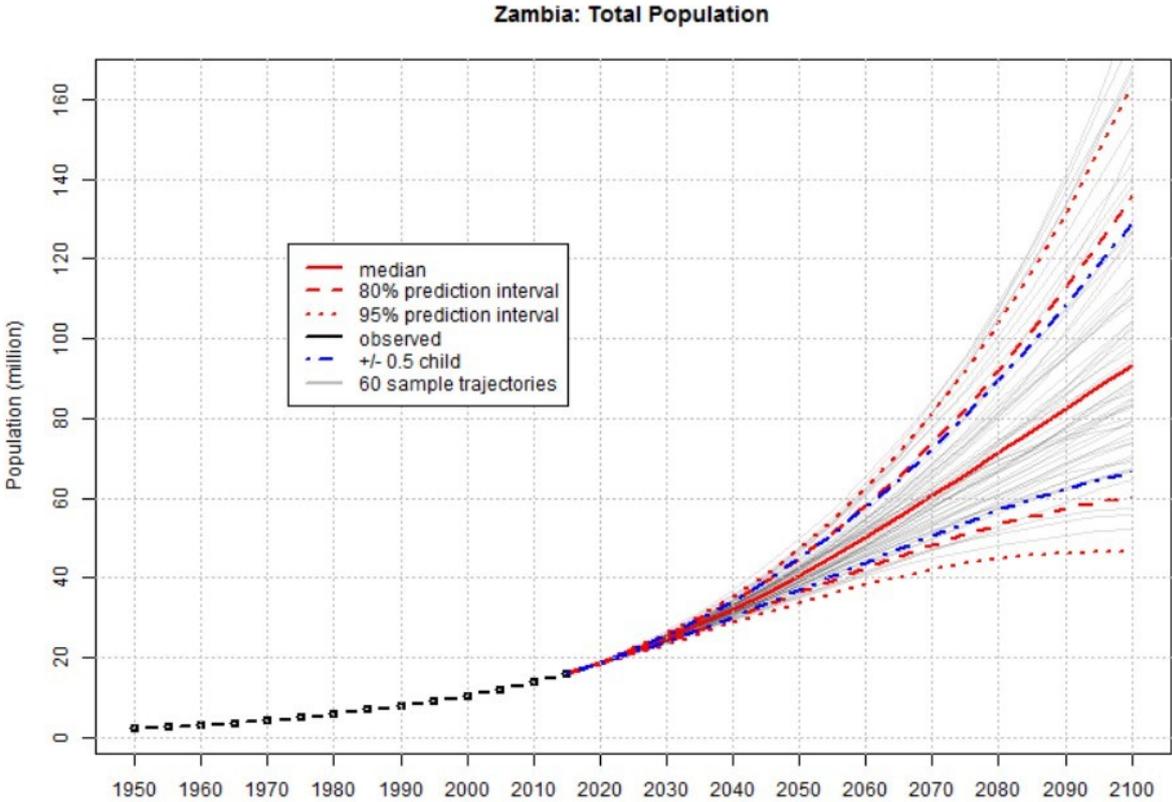
Source: United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2017).
World Population Prospects: The 2017 Revision. <http://esa.un.org/unpd/wpp/>

République-Unie de Tanzanie



Source: United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2017).
World Population Prospects: The 2017 Revision. <http://esa.un.org/unpd/wpp/>

République de Zambie



Source: United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2017).
World Population Prospects: The 2017 Revision. <http://esa.un.org/unpd/wpp/>